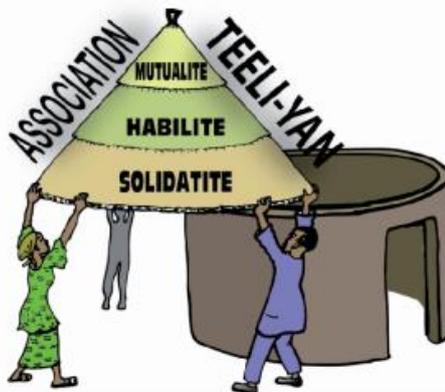


ASSOCIATION TĒLI-YAN

11BP:1322 Ouagadougou 11
Tél:00226 70 25 26 01
Cel:00226 76 60 16 91
Courriel: saabanenaba@yahoo.fr
BURKINA FASO



Janvier 2024

N° 11
2023-2024

ECHO DE GOUDRIN DRIN



Insécurité et rentrée scolaire à Goudrin

La rentrée scolaire a été particulièrement difficile pour les parents d'élèves à Goudrin. L'arrivée massive des personnes déplacées internes a amplifié les besoins de l'école qui n'était pas suffisants. Les ménages qui tirent leurs revenus de la terre n'ayant pas pu mener une activité agricole cette année en raison de la crise sécuritaire ont eu des difficultés à faire face à la rentrée des classes.

Qu'à cela ne tienne, l'équipe enseignante du village a tenu le pari en se battant pour la continuité éducative malgré la précarité des ressources humaines, financières et matérielles de l'école pour faire face aux nouvelles préoccupations. Tous les élèves anciens, nouveaux et déplacés internes ont été reçus dans les classes. La mobilisation de la

communauté éducative locale a été remarquable pour soutenir l'équipe pédagogique dans leur combat contre l'ignorance quel qu'en soit le contexte. Avec 292 élèves dont 152 filles, l'école de Goudrin fonctionne et espère présenter des candidats au certificat d'études Primaires en fin d'année scolaire. Ce qu'il faut relever a déclaré le Directeur, une fois à l'école, les enfants oublient la situation sécuritaire qu'ils vivent. C'est une fois, à la maison ou au village que la réalité surgit. Il est donc important de maintenir les enfants à l'école afin qu'ils puissent surmonter progressivement les chocs psychologiques de la crise sécuritaire.



La résilience du village de Goudrin et de son école

Dans un contexte d'insécurité extrême et de tensions ethniques émergentes, le petit village de Goudrin parvient à maintenir un vivre-ensemble pacifique.

Situé dans la commune rurale de Mané, dans la province du Sanmatenga, région du Centre-Nord, le village de Goudrin s'illustre par la capacité de ses habitants à transcender les différences religieuses et ethniques pour ériger une société de paix et de vivre-ensemble harmonieux, un impératif réel dans le contexte actuel difficile du Burkina Faso.

A Goudrin, les adeptes de la religion traditionnelle, les fidèles musulmans, les pratiquants catholiques et les croyants évangéliques vivent en parfaite symbiose, dans l'entraide, la cohésion et la solidarité. Des gestes et des agissements qui suscitent de l'admiration et constituent un bel exemple pour les politiques et initiatives nationales en matière de promotion de la paix et de vivre-ensemble.

Des initiatives locales se donnent chaque jour pour missions de sensibiliser les citoyens afin qu'ils s'impliquent dans la promotion de la tolérance religieuse et du dialogue intercommunautaire à tous les niveaux de la société, de promouvoir la coexistence pacifique entre les confessions religieuses, les races et les groupes ethniques, de contribuer à l'épanouissement des libertés individuelles et collectives, gage d'une paix durable.

La résilience de la population, des élèves et des enseignants de Goudrin a beaucoup contribué au maintien du village dans un socle hospitalier jamais inégalé dans la zone. L'affluence des déplacés internes dans le village avec tous les risques possibles, n'a pas déstabilisé la solidité des habitants. Cette prouesse a été aussi en partie à l'actif de l'association KOULENGA France qui œuvre chaque année en collaboration avec l'Association Teel-yan du Burkina pour soutenir le village malgré le contexte international difficile, afin de venir à bout certains problèmes de l'école et par ricochet le village. C'est le lieu pour nous de saluer tous ceux qui ont cru et qui continuent de soutenir l'école de Goudrin par le biais de KOULENGA France. Le manque de financement pour les organisations locales et l'insécurité ne facilitent pas le travail dans les écoles. Mais il faut le faire pour la paix. Si on attend que la situation soit stabilisée pour mobiliser des fonds et déployer des programmes de soutien pour l'éducation, il n'y aura aucune chance de mettre fin aux difficultés.

Actuellement, 1 enfant sur 4 en âge d'aller à l'école dans le monde vit dans un pays en situation de crise comme le Burkina Faso. Avec les diminutions de plus en plus sévères des budgets alloués à l'éducation, il est évident de craindre une aggravation de la situation de l'éducation dans les pays menacés par le terrorisme dans les prochaines années. Pire, le

manque d'actions des gouvernements ne fait qu'accentuer cette situation pourtant grave et aux conséquences multiples.

Pour conclure, l'éducation ne doit pas céder face à la menace terroriste. Outil de développement et facteur de paix pour des millions d'enfants et de jeunes, nous devons réagir pour protéger l'éducation !



Quelques témoignages des déplacés internes de Goudrin

Le monde est en proie à la crise alimentaire la plus dévastatrice depuis des décennies. Elle s'aggrave de jour en jour et ce sont les enfants, en particulier les filles, qui en souffrent le plus. Les personnes déplacées à l'intérieur du pays sont particulièrement touchées en raison de la perte de leurs récoltes et de leurs sources de revenus.

En temps de crise, les filles sont les plus durement touchées. Elles mangent souvent moins et en dernier. Les filles risquent davantage que les garçons d'être exposées aux mariages forcés, à l'exploitation sexuelle, aux grossesses précoces et aux violences sexistes et sexuelles. De nombreuses familles en situation de pauvreté décident également de retirer leurs filles de l'école pour qu'elles travaillent ou aillent chercher de l'eau. La déscolarisation est une des conséquences de l'insécurité alimentaire

Pauline (non d'emprunt), âgée de 12 ans, a dû fuir son village Abra situé dans la commune de Mané, après que leur village ait été attaqué par des groupes terroristes. « Quand nous sommes arrivés ici à Goudrin,

mon père n'a pu inscrire que deux personnes à l'école alors que nous sommes six. Chaque jour, nous ne mangeons que du tô (une pâte faite à base de farine de céréales et d'eau). On cuisine le soir et on mange les restes le matin quand il y en a. », affirme-t-elle.

Dans notre village, on ne payait rien. Nous cultivions nos propres céréales, nous ramassions du bois en brousse pour cuisiner. Ici, nous souffrons de la faim, dit Alima une autre déplacée interne, qui confie qu'elle aimerait retourner à l'école et aussi développer une activité qui lui permettrait d'avoir de l'argent pour soutenir ses parents.

Même son de cloche pour Patindé, une mère d'environ 54 ans, et sa famille qui est aussi déplacée à Goudrin. Nous avons tout perdu ce que nous avons : notre bétail, notre maison, c'est-à-dire toute notre vie. C'est un vrai combat pour subvenir aux besoins de mes enfants car je suis veuve et je



n'ai pas de travail. Quand je n'ai pas assez à manger, je me sens triste et mon esprit est ailleurs, dit-elle.

Le village et l'école ne cesseront de vous remercier l'Association KOULENGA France pour ses



Amidou et Tanga sont deux pères de famille déplacés internes qui vivaient à Mané chef-lieu du département, avant d'être contraints encore de se déplacer à Goudrin à cause des attaques de cette localité. « Quand nous étions dans notre village, nous ne savions même pas que certaines choses devaient être payées. Ici, il faut acheter même l'eau. Nous ne pouvons plus dormir, chaque nuit nous pensons à comment faire manger les enfants. Ce que nous voulons, c'est qu'on nous donne à manger. Je ne suis pas compliqué, tout ce qu'on me donne, si c'est de la nourriture, je le prends », exprime un des pères de famille.

efforts sans cesse grâce aux soutiens que l'école bénéficie chaque année. Barka, barka wousko, merci abondamment.

L'équipe de la rédaction